

« Une dette reprise à des conditions inacceptables »

Pour l'économiste communiste Denis Durand, la Banque centrale européenne devrait jouer un rôle crucial dans la question de la reprise de la dette SNCF.

A la septième phase de leur mouvement de grève, les cheminots entendent bien faire monter la pression sur le gouvernement alors qu'Édouard Philippe doit recevoir les syndicats le 7 mai prochain. Une réunion durant laquelle devrait être largement abordée la question de la dette, qui plombe le système ferroviaire de près de 50 milliards d'euros.

L'exécutif a annoncé une reprise partielle de la dette ferroviaire « à compter de 2020 », conditionnée à des efforts de productivité supplémentaires des cheminots. Cette option vous paraît-elle raisonnable ?

DENIS DURAND Le gouvernement annonce une reprise de la dette à des conditions tout à fait inacceptables. D'autant que la démonstration a été faite, par le cabinet Degest mais pas seulement, que ce n'est pas en réduisant les effectifs et les salaires des cheminots que la SNCF trouvera l'argent du remboursement de la dette, dans les conditions où elle se présente aujourd'hui. Mais, au fond, il faut arrêter de se culpabiliser avec cette dette. Il faut se préoccuper de savoir comment le service public ferroviaire va pouvoir se développer pour répondre aux besoins des populations et aux impératifs écologiques, entre autres en matière de transports de marchandises à l'heure où toute une partie du fret a été détournée du fer vers la route. Cela demande des investissements. Il va falloir embaucher, former des cheminots et leur fournir les outils de travail dont ils ont besoin. Ce qui veut dire qu'il va falloir emprunter dans les dix ou vingt prochaines années. Pour autant, cela ne signifie pas que la dette actuelle n'est pas un problème, d'autant qu'elle est utilisée aujourd'hui comme obstacle à l'investissement.



Patrick Nusbaum

Denis Durand
Économiste,
membre de
la commission
économie
du PCF

Le gouvernement parle de reprise partielle sans augmenter les impôts...

DENIS DURAND Si l'on applique ce que préconise le gouvernement, non seulement cela ne règlera pas la question de la dette, mais cela va, comptablement, en transférer la charge soit sur le contribuable, soit sur d'autres dépenses publiques. L'hôpital ? La justice ? L'université ?

Quel serait alors le meilleur scénario ?

DENIS DURAND Plutôt que de parler de reprise de la dette par l'État, l'objectif doit être la recherche de sources de financement pour les investissements futurs tout en allégeant le poids de la dette actuelle. Pour ce faire, la seule solution, c'est de changer les conditions dans lesquelles cette dette est aujourd'hui contractée. C'est-à-dire celles qui prévalent

sur les marchés financiers. L'idée est que cette dette soit reprise par une institution publique comme la Caisse des dépôts qui prête ensuite l'argent nécessaire à la SNCF et rembourse les créanciers. La Caisse des dépôts peut ensuite se refinancer auprès de la Banque centrale européenne qui, il faut le savoir, prête aujourd'hui aux banques à 0 % d'intérêt. C'est ce que l'on appelle la politique non conventionnelle de la BCE. Mais il y a une volonté libérale de ne pas poser la question de la Banque centrale. Emmanuel Macron adhère à la construction européenne telle qu'elle est et ne veut pas remettre en cause ses bases. Ce que nous voudrions, c'est que s'exerce une pression politique sur la BCE pour que sa politique non conventionnelle, qui bénéficie aux seules banques privées, s'applique aussi aux services publics en général, et ferroviaires en particulier. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
MARION D'ALLARD